

AVAŞİN

newsletter 02/2026



QUI SOMME NOUS ?

Peoples Bridge est une organisation qui s'est donné pour mission de défendre la région autonome « du nord et de l'est de la Syrie » et, au-delà, les territoires du Kurdistan. La révolution qui se déroule depuis plus d'une décennie au Rojava met en œuvre des valeurs progressistes telles que l'autodétermination démocratique, la justice climatique, l'égalité des peuples et la libération des femmes, qui doivent être portée en Europe. La révolution du 19 juillet au Rojava a ouvert une nouvelle voie pour la liberté des peuples kurde, arabe et des autres peuples de la région. En ne soutenant pas les forces réactionnaires dans la guerre civile en Syrie, elle a brisé les chaînes colonialistes et mis en œuvre le pouvoir démocratique, la liberté et la volonté des peuples. Les femmes ont mené la lutte révolutionnaire pour la libération des femmes et ont organisé leur propre autodéfense.

Face à l'intensification des attaques contre la révolution du Rojava par l'État fasciste turc et aux appels publics au désarmement des Forces démocratiques syriennes (FDS), nous avons une responsabilité particulière en Europe. En tant que migrant·es du Moyen-Orient, travailleur·euses, lycéen·nes, étudiant·es et progressistes, nous considérons qu'il est de notre devoir de défendre l'espoir de tous·tes les opprimé·es de ce monde, qui se reflète dans la nouvelle forme de société au Rojava. Cela signifie non seulement défendre la révolution, mais aussi soutenir sa construction. Les principales tâches actuelles consistent à organiser la solidarité avec le Rojava/nord-est de la Syrie assiégé, à mener des actions visant à renforcer les infrastructures de la révolution et à organiser le soutien en cas de problèmes nécessitant une main-d'œuvre technique, logistique et qualifiée.

People's bridge a pour objectif de renforcer la solidarité avec le Kurdistan et d'organiser une union qui transmette les besoins et les nécessités de la révolution à la classe ouvrière européenne. Nous renforcerons le pont entre les peuples, nous développerons la solidarité avec le Rojava/nord et l'est de la Syrie



SOMMAIRE

1. QUE SE PASSE-T-IL EN SYRIE ?

2. Deux Programmes - Deux plans pour le futur de la Syrie

Une comparaison du programme des FDS et de HTC

3. Du soutien à l'effacement

La reconfiguration du discours médiatique après l'offensive du 6 janvier.

4. Que fait People's Bridge ?



QUE SE PASSE-T-IL EN SYRIE ?

Nous traversons actuellement une phase très intense dans la politique mondiale. Elle reflète essentiellement les contradictions toujours plus vives entre oppresseurs et opprimés. Au Moyen-Orient, une région très convoitée où les contradictions inhérentes au système sont encore plus prononcées depuis des décennies en raison de ses richesses telles que le pétrole, nous avons assisté en l'espace de quelques jours à des changements profonds en Syrie. La situation globale de la révolution du Rojava a considérablement changé. Nous souhaitons examiner cette situation plus en détail dans l'article suivant.

Décembre 2025 à janvier 2026

Depuis sa prise de pouvoir en décembre 2024, Hayat Tahrir al-Cham (HTC) n'a eu d'autre choix que de reconnaître diplomatiquement la révolution du Rojava et d'établir des relations avec elle, notamment en raison de la pression exercée par les États-Unis, qui souhaitent une Syrie stable. Ainsi, immédiatement après le début des massacres des Alaouites, l'accord du 10 mars entre les FDS et le HTC a été conclu. Cet accord prévoyait l'intégration de l'administration autonome démocratique avant le 31 décembre 2025. Différents points ont été mis en avant par les différents acteurs clés. L'axe HTC-Turquie était principalement préoccupé par le désarmement de l'administration autonome, et une grande importance était accordée à la dissolution des FDS. Les FDS, en tant qu'alliance militaire entre Arabes et Kurdes, faisaient obstacle à l'objectif d'HTC et de la Turquie de démanteler le Rojava.

Pour l'administration autonome, le facteur décisif était la démocratisation du nouveau gouvernement et son attitude envers toutes les minorités, y compris les Kurdes, les Alaouites et les Druzes. Cette situation est restée inchangée jusqu'aux attaques contre les quartiers kurdes d'Alep.

En avril 2025, la première mesure concrète prise à la suite de l'accord du 10 mars a été le retrait des FDS d'Alep, accompagné d'un échange mutuel de prisonniers avec le gouvernement de transition. Les quartiers kurdes devaient être protégés par les Asayish (force de police locale) kurdes avec des armes légères. La phase suivante a été marquée par la reconnaissance internationale de Jolani et de son gouvernement : les sanctions contre la Syrie ont été progressivement assouplies, de nombreuses subventions ont été obtenues (sous l'impulsion des États-Unis, de la Turquie et de l'Arabie saoudite) et la réunion à la Maison Blanche vers la fin de l'année a été le point culminant de cette reconnaissance internationale. Sur le plan intérieur, cependant, les développements se sont avérés beaucoup plus difficiles pour HTC : les différents peuples n'ont pas plié face à son programme politique réactionnaire, même après les massacres à grande échelle. Les Alaouites et les Druzes ont exprimé à plusieurs reprises leur solidarité avec le Rojava et son modèle politique, en opposition au régime de terreur du HTC. En octobre et sous la pression des impérialistes, des élections parlementaires factices et antidémocratiques ont finalement eu lieu, à l'initiative de Jolani.

Janvier 2026

Le 4 janvier, une réunion a eu lieu entre HTC et les FDS. Cette réunion avait pour but d'établir une feuille de route concrète pour l'intégration. Une fois de plus, aucun accord n'a été conclu, les FDS rapportent que les discussions s'étaient bien déroulées dans l'ensemble jusqu'à ce qu'un autre diplomate demande une courte pause et consulte les représentants d'HTC. Cela a conduit à l'interruption de la réunion. Nous savons maintenant qu'ils voulaient attendre la prochaine réunion à Paris. Les 5 et 6 janvier, HTC et des représentants d'Israël ont rencontré le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, à Paris.

HTC et Israël ont conclu une coordination conjointe entre les deux parties afin d'approfondir la future coopération en matière de sécurité, d'armée, de renseignement et d'économie. En décembre, Trump a cédé le plateau du Golan, sujet controversé, à Israël comme s'il lui appartenait entièrement, et Jolani a dû une fois de plus se taire afin de ne pas irriter les États-Unis et Israël. La présence de Hakan Fidan indique que la Turquie et Israël sont parvenus à un accord sur la « question syrienne ».

L'année 2025 a été marquée par les divergences de vues des deux pays sur l'avenir de la Syrie, ce qui a conduit à des menaces verbales répétées entre eux. À Paris, ils ont convenu que le sud de la Syrie devait être sous influence israélienne, tandis que la révolution du Rojava devait être liquidée afin que la Turquie n'ait pas à craindre un statut pour les Kurdes. Selon certaines informations, Trump et Erdoğan se sont entretenus au téléphone le 6 janvier, peu avant le début des attaques contre les quartiers kurdes d'Alep.

HTC a déclaré les quartiers kurdes de, Cheikh Maqsoud, Achrafieh et Bani Zaid à Alep « zone d'opération militaire ». Malgré une situation très défavorable, les combattant·es kurdes de l'Asayish ont opposé une résistance héroïque aux quelque 40 000 hommes du HTC. Après avoir pris les quartiers kurdes, HTC a ensuite attaqué les villes de Deir Hafer et Taqba. Les zones à l'ouest de l'Euphrate étaient désormais sous le contrôle d'HTC. Une hypothèse s'est répandue selon laquelle HTC n'attaquerait que l'ouest de l'Euphrate, tandis que l'est de l'Euphrate resterait sous la protection des États-Unis, qui avaient souvent déclaré l'est de l'Euphrate comme une ligne rouge, cela s'est avéré faux. Le 7 février 2018, les soldats syriens sous le contrôle d'Assad, en coopération avec le groupe russe Wagner, ont tenté d'avancer sur Deir ez-Zor afin de placer les réserves de pétrole sous le contrôle d'Assad. Les États-Unis ont attaqué et tué jusqu'à 200 soldats, non pas pour le bien des Kurdes, bien sûr, mais principalement pour empêcher Assad d'accéder au pétrole.

Ce n'était pas la première fois que les Kurdes étaient abandonnés par les impérialistes ; des événements similaires s'étaient déjà produits à Afrin et à Girê Sipî/Tall Abyad. Les États-Unis promettent toujours monts et merveilles aux peuples, pour ensuite les trahir au profit de leurs propres intérêts. Depuis 2018, la situation en Syrie avait radicalement changé. À cette époque, l'ennemi des États-Unis était Assad, qui a été contraint de fuir le 8 décembre 2024. La clique islamiste de Jolani bénéficiait désormais de la reconnaissance des États-Unis et de nombreux autres États.

Après Deir Hafer et Taqba, HTC a attaqué Deir ez-Zor et Raqqa, à la surprise de ceux qui pensaient que l'est de l'Euphrate était désormais à l'abri de nouvelles attaques. Les FDS se sont retiré progressivement. Il est important de souligner ici qu'il ne s'agissait pas d'une défaite militaire, mais d'un retrait progressif vers les villes kurdes afin d'éviter une guerre entre Arabes et Kurdes. De nombreuses tribus arabes ont rompu avec les FDS et ont fait défection au profit du gouvernement central.



À l'époque, ces tribus avaient, sur les conseils des États-Unis et de l'Arabie saoudite conclu une alliance avec les FDS dans la lutte contre l'EI, et servaient également de rempart contre Assad. Ces structures féodales étaient depuis longtemps un objectif d'HTC et de la Turquie. L'idée était simplement de les corrompre et de les faire rompre avec l'Administration autonome démocratique. À ce stade, il convient simplement de noter que la lutte idéologique contre ces structures féodales n'a pas été menée de manière adéquate, et que le résultat n'était donc pas surprenant ; une lutte idéologique plus cohérente n'aurait peut-être pas changé la situation dans son ensemble, mais elle aurait certainement réduit le nombre de défections.

Pendant les attaques contre Deir ez-Zor et Raqqa, le représentant américain pour le Moyen-Orient, Tom Barrack, l'ancien président de l'autonomie kurde dans le nord de l'Irak, Mesud Barzani, et le général Mazlum Abdi des FDS se sont rencontrés à Erbil le 17 janvier. Des sources syriennes rapportent que Tom Barrack a alors clairement indiqué lors de cette réunion qu'ils ne protégeraient plus les FDS et qu'elles devaient donc accepter immédiatement la nouvelle proposition de traité avec HTC. Mazlum Abdi a alors déclaré que les villes kurdes seraient la ligne rouge pour eux, mais qu'ils se retireraient des villes à majorité arabe. Le 18 janvier, l'accord proposé a été communiqué aux médias. Le 19 janvier, Mazlum Abdi a rencontré Jolani et les négociations ont été interrompues parce que Jolani exigeait la capitulation de facto de l'autonomie à tous les niveaux dans l'accord proposé. La demande de Mazlum Abdi de discuter du contenu de la réunion avec son équipe dans les cinq jours suivants n'a pas été acceptée. L'atmosphère était extrêmement tendue. Mazlum Abdi est parti et a déclaré qu'ils défendraient les villes kurdes.

Le 20 janvier, un accord de cessez-le-feu a été conclu entre les FDS et le HTC. Malgré cet accord, les sbires du HTC n'ont jamais complètement cessé d'assiéger les villes kurdes ; les attaques contre Kobanê se poursuivent encore aujourd'hui. Après l'accord, le dirigeant colonial Tom Barrack a rédigé un message dans lequel il déclarait clairement qu'ils n'avaient aucun intérêt à poursuivre leur coopération tactico-militaire avec les FDS, que leur rôle historique n'était plus d'actualité et que les dirigeants du HTC assumerait désormais ce rôle dans le cadre de la coalition internationale contre l'EI.

La situation actuelle

Il convient de noter qu'il y a eu une augmentation réjouissante de la conscience nationale kurde ; pour la première fois, les Kurdes ont présenté un front uni à la communauté internationale. De nombreux Kurdes ont brisé les barrières physiques et psychologiques du colonialisme et se sont rendus au Rojava pour soutenir leurs frères et sœurs dans la lutte contre les djihadistes.

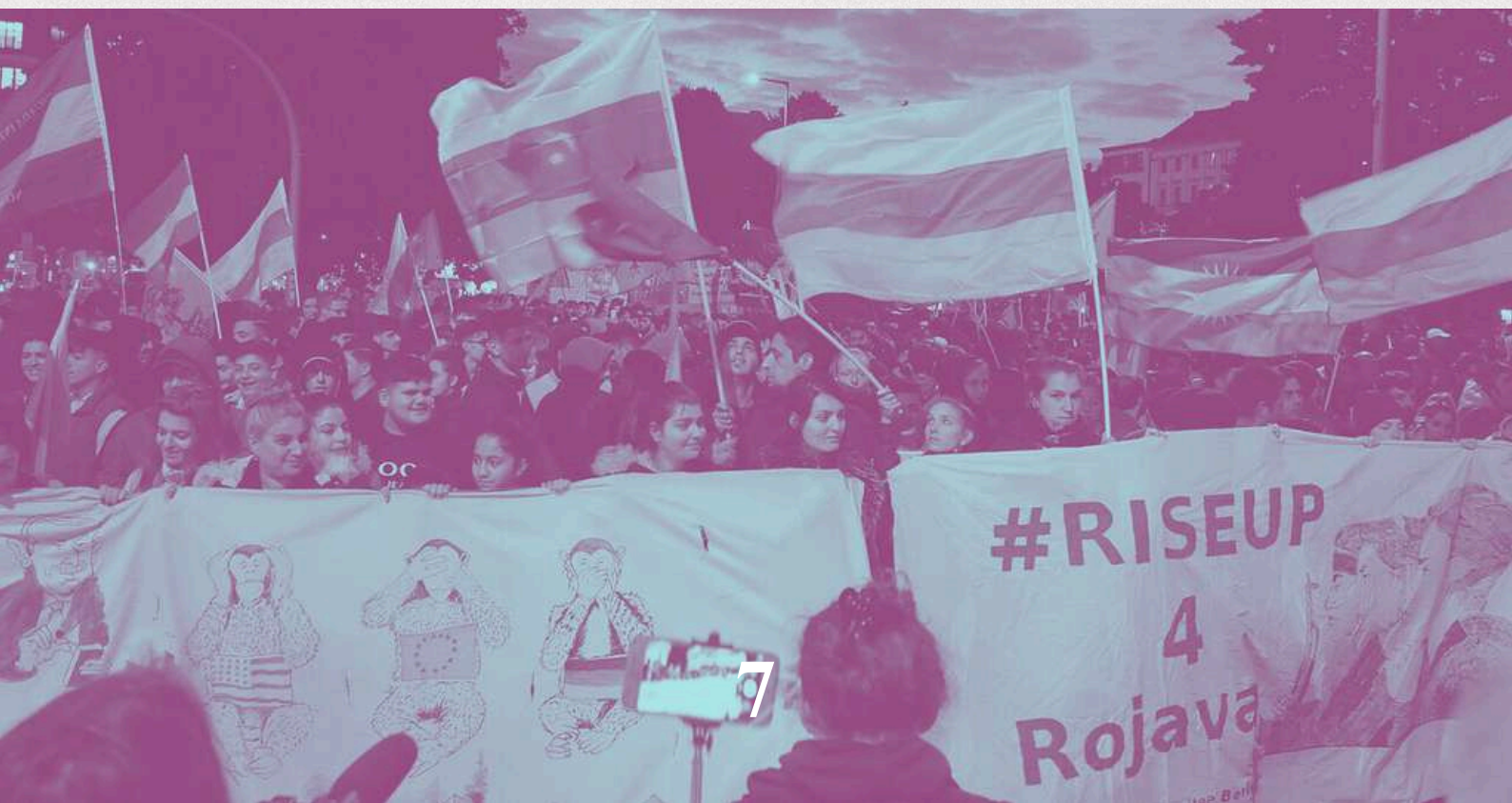
D'innombrables Kurdes et leurs amis à travers le monde sont descendus dans la rue pour protester contre la complicité de l'Occident. Ces événements, associés à la résistance farouche au Rojava, ont conduit à la modification du projet d'accord du 18 janvier, qui prévoyait notamment la dissolution complète des FDS, et à la conclusion d'un nouvel accord le 29 janvier 2026. La France et les États-Unis (sous la houlette du sénateur américain Graham) ont joué un rôle actif dans ce processus, notamment en raison des manifestations de grande ampleur qui ont eu lieu dans le monde entier.

Par rapport à l'accord du 20 janvier, ce traité est au moins plus favorable, en partie parce que les FDS ne seront pas dissoutes mais continueront d'exister sous la forme de trois brigades dans le canton de Cizre et d'une brigade à Kobané. Nûredîn Îsa, des FDS, a été nommé nouveau gouverneur de la ville de Hassaké.

En revanche, l'Administration autonome démocratique a perdu environ 80 % de son territoire. Il ne faut pas occulter la vérité, c'est essentiel. Depuis le 2 février, les points de l'accord ont été progressivement mis en œuvre. Il subsiste encore de nombreuses incertitudes à l'heure actuelle, qui seront clarifiées au cours du processus en cours.

Les Kurdes et tous leurs soutiens ne doivent pas oublier que les accords ont été rejetés à plusieurs reprises dès que l'équilibre des pouvoirs a changé. Nous ne devons donc pas nous laisser repousser dans le rôle d'observateurs passifs, mais rester vigilants. Les forces réactionnaires régionales, en particulier la Turquie, qui ne tolère aucune avancée pour les Kurdes, pourraient déclencher dès demain une nouvelle guerre au Rojava.

Nous ne devons pas nous laisser prendre au dépourvu. Continuons à défendre les acquis de la révolution du Rojava dans le monde entier.



DEUX PROGRAMMES - DEUX PLANS POUR LE FUTUR DE LA SYRIE : UNE COMPARAISON DU PROGRAMME DES FDS ET DE HTS

Après une longue période de préparation, la milice Hayat Tahrir al-Sham (HTC), sous le commandement de son chef Abu Mohammad al-Jolani / Ahmed al-Sharaa, ont lancé son offensive sur Alep le 27 novembre 2024. À peine 12 jours plus tard, le 8 décembre 2024, elle a fait son entrée dans Damas, l'ancien président Bachar al-Assad a fui le pays et a remis le pouvoir à Jolani.

Depuis lors, la situation en Syrie a fondamentalement changé. Essentiellement, deux blocs avec deux programmes différents s'affrontent désormais dans le pays : d'un côté, l'Administration autonome démocratique du nord et de l'est de la Syrie (DAANES). De l'autre, le gouvernement de transition syrien (GTS) issu du HTC, qui aspire à devenir le gouvernement de toute la Syrie.

Le 10 mars 2025, ces deux forces ont conclu un accord pour façonner ensemble l'avenir de la Syrie. Cet accord a expiré à la fin de l'année et le GTS a lancé une offensive contre les zones kurdes et la DAANES. Une guerre fait désormais rage, bien que certains accords et cessez-le-feu aient été négociés, puis rapidement violés par le GTS. Un avenir commun pour la Syrie reste hors de portée. À l'heure actuelle, l'évolution de la situation dans le pays est incertaine, mais pour analyser ce processus de manière pertinente, il est essentiel de se pencher sur les programmes des deux parties.

Les deux programmes s'opposent l'un à l'autre.

La vision de l'Administration autonome pour l'avenir de la Syrie diffère du programme du gouvernement de transition, et pas seulement sur des détails mineurs. Il ne s'agit pas ici de questions insignifiantes, mais d'approches fondamentalement différentes, voire diamétralement opposées sur de nombreux points.

Au cours de ses plus de 13 années d'existence, la révolution dans le nord et l'est de la Syrie a démontré dans la pratique ce qu'elle représente : un système fondé sur la démocratie populaire, le fédéralisme, l'unité des peuples et la libération des femmes. Un système dans lequel le peuple se gouverne et se défend lui-même, où le pouvoir est entre les mains du peuple. HTS a lui aussi prouvé dans la pratique comment il envisage une Syrie sous son règne : comme un État unitaire centralisé et autoritaire sous la forte influence de l'islam politique. Tels sont les programmes des deux parties dans ce processus.

Ces contradictions sont particulièrement illustrées par le traitement réservé aux minorités nationales dans le pays. Depuis sa prise de pouvoir, le GTS a tout fait pour réprimer ces minorités avec la plus grande brutalité. On peut citer comme exemple les massacres de la population alaouite à Lattaquié et Tartous. En mars dernier, des milliers de miliciens ont envahi les zones alaouites et ont commis un véritable massacre. D'innombrables civils ont été assassinés, certains exécutés en pleine rue. La profanation des cadavres et les violences sexuelles étaient monnaie courante. Les organisations d'autodéfense alaouites étaient trop faibles pour offrir une résistance significative, laissant les Alaouites sans défense face aux islamistes. Ces exactions se sont poursuivies tout au long de l'année, de nombreux Alaouites ayant été enlevés, portés disparus ou même tués.

Un événement similaire s'est produit en juillet dans les zones druzes autour de Suwayda. Là aussi, des unités du gouvernement de transition autoproclamé ont attaqué sans pitié et commis de nombreux massacres. Le summum de la cruauté pendant l'assaut a été l'attaque contre l'hôpital national de Suwayda, où des dizaines de médecins, d'infirmières et de patients druzes ont été assassinés par les milices. Ce n'est que grâce à l'organisation militaire très avancée de la population druze que le pire a pu être évité et que l'attaque a finalement été repoussée.

L'exemple le plus récent de ce type de massacre est l'occupation des quartiers kurdes d'Alep, Cheikh Maqoud et Ashrafiéh, où les combattants fidèles au gouvernement ont recouru à leur répertoire habituel d'exécutions, de profanation de cadavres et de violences massives contre les civils.

C'est la politique du GTS envers les minorités nationales et religieuses : des massacres et des campagnes d'extermination qui pourraient constituer des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité. C'est ce que cela signifie concrètement lorsque des politiciens occidentaux exigent que la Syrie devienne un État unitaire centralisé.

L'Administration autonome, en revanche, défend le contraire. Elle défend un système dans lequel tous les peuples peuvent prendre leur destin en main. Pour s'assurer qu'il ne s'agit pas là de paroles en l'air, il suffit de jeter un coup d'œil aux structures politiques et militaires arméniennes ou assyriennes sur le territoire de l'Administration autonome. Dans le nord et l'est de la Syrie, chaque groupe ethnique a la possibilité de vivre librement sa culture et sa religion, de s'organiser politiquement de manière indépendante et de défendre ses acquis par les armes. C'est le fédéralisme que les forces révolutionnaires réclament pour toute la Syrie.

Il n'est donc pas étonnant que l'appel au fédéralisme se fasse de plus en plus fort dans d'autres régions de Syrie. « Nous ne voulons pas de guerre civile, nous voulons le fédéralisme politique. Nous ne voulons pas de votre terrorisme (adressé au GTS). Nous voulons nous administrer nous-même », a déclaré Ghazal Ghazal, le plus haut représentant alaouite en Syrie, à la fin de l'année dernière lors d'une manifestation contre les nouvelles attaques contre la population alaouite. Les forces politiques druzes réclament désormais ouvertement l'autonomie administrative et le fédéralisme, en se référant positivement à l'expérience de la région autonome. Lors des attaques contre Cheikh Maqsoud et Ashrafieh, de nombreux représentants druzes ont déclaré leur solidarité avec la résistance du peuple kurde.

Droits des femmes et lutte contre les violences sexistes

Comme cela a été largement relayé dans le monde entier, la plus grande réussite du projet DAANES réside dans la mise en place d'un système politique fondé sur l'égalité des sexes et la participation des femmes dans tous les domaines de la vie. Les droits des femmes sont garantis dans le Contrat social et détaillés dans les lois sur les femmes publiées en 2014 (et mises à jour sous le titre « Droit de la famille » en 2024). Cet ensemble d'articles interdit un certain nombre de pratiques patriarcales héritées du régime baasiste et d'une société féodale, telles que les mariages multiples, les mariages forcés et les mariages d'enfants. Les femmes sont considérées comme égales aux hommes devant la loi, et la violence sexiste, qu'elle soit physique, sexuelle ou psychologique, est fermement condamnée. Le mariage civil est reconnu et les femmes ont les mêmes droits en matière de divorce, tout en étant assurées de conserver la garde de leurs enfants.

Au-delà des dispositions légales, c'est l'ensemble du système politique, judiciaire et social qui permet l'application effective de ces mesures et la capacité de lutter pour leur libération. Des refuges pour femmes aux centres de protection, des assemblées judiciaires féminines à la présence systématique de femmes lors du dépôt de plaintes ou de juges féminines dans les tribunaux, les femmes peuvent compter sur une justice qui les reconnaît comme victimes et protège leurs intérêts. Même lorsque les normes sociales patriarcales font encore obstacle aux réponses anti-patriarcales, de nombreuses organisations de la société civile peuvent défendre les femmes, comme l'Organisation Sara pour la lutte contre la violence sexiste. Ce cadre juridique et militant s'épanouit également dans un territoire où les femmes disposent d'un quota minimum de 40 % dans toutes les assemblées de l'administration autonome, occupent tous les postes de pouvoir aux côtés d'un coprésident masculin et sont encouragées à devenir économiquement indépendantes grâce à des unités de production et des coopératives pour les femmes ou des institutions de soutien à la parentalité telles que les crèches, développées par Kongreya Star. Les unités de combat entièrement féminines telles que les YPJ (forces militaires), les Asayish Jin (forces de police) ou les HPC-Jin (forces civiles), l'éducation anti-sexiste dispensée dans les écoles et les universités ou les chaînes de télévision et les médias d'information entièrement féminins contribuent également à établir un modèle dans lequel l'objectif de la libération des femmes se reflète dans toute la société.

En revanche, les politiques du GTS restent ancrées dans le système juridique et judiciaire patriarcal qui domine la Syrie depuis 1953 et la publication du Code du statut personnel. Ce code s'applique à tous les citoyens musulmans (quelle que soit leur branche religieuse spécifique) et restreint sévèrement les droits des femmes. Alors que les hommes ont un droit immédiat au divorce, les femmes doivent présenter des preuves tangibles de violence ou de mauvaise conduite dans un parcours semé d'embûches et devant des tribunaux composés presque exclusivement d'hommes.

En mars, le nouveau gouvernement a adopté une constitution provisoire qui établit l'égalité des sexes, mais réaffirme également le rôle des femmes au sein de la famille et la place centrale de la famille dans la société. En outre, la Constitution stipule que la jurisprudence musulmane sera la principale source de législation, empêchant ainsi toute réforme progressiste future en matière de droits des femmes, d'autant plus que le système présidentiel et autoritaire inscrit dans la Constitution permet au président Ahmed al-Sharaa d'opposer son veto aux lois et lui confère le pouvoir de nommer les sept juges de la Cour suprême.

Mais au-delà du cadre juridique, il est important d'observer la pratique et les résultats d'une année de gouvernance en matière de libération des femmes. Le mandat d'Al-Sharaa a commencé par la nomination d'un ministre de la Justice accusé (avec des preuves vidéo) d'avoir supervisé l'exécution de femmes pour adultère à Idlib (il a ensuite été remplacé face au tollé général) et de commandants de l'ancienne ANS (Armée nationale syrienne) responsables d'abus avérés contre des femmes civiles ou des combattantes occupant des postes de commandement au sein de l'armée. Les mêmes pratiques qui régissaient Idlib sous le HTC sont imposées à toutes les femmes syriennes avec la publication en juillet d'un « code vestimentaire » qui oblige les femmes à porter des vêtements amples couvrant leurs épaules, à éviter les « vêtements trop moulants » et impose le burkini sur les plages. Ce contrôle sur le droit des femmes à disposer de leur propre corps est inacceptable, mais surtout, il ouvre la voie à de nombreuses arrestations arbitraires, étant donné que la plupart des forces armées et policières sont composées de combattants islamistes radicaux. La nomination d'une poignée de femmes à des postes à responsabilité ne suffit en aucun cas à masquer l'absence cruelle de participation des femmes à l'assemblée parlementaire et, plus généralement, dans les sphères politiques et médiatiques.

Il existe également des disparités importantes entre les classes sociales, et si les restrictions sont moins sévères à Damas et dans certaines zones réservées à l'élite bourgeoise, les femmes issues du prolétariat (90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) sont livrées à elles-mêmes dans un système qui ne les représente pas et qui veille à ne pas les informer des quelques droits dont elles disposent, ni même de l'oppression dont elles sont victimes.



Au cours des violences qui ont visé la communauté alaouite en mars, de nombreuses femmes ont été assassinées et violées, et beaucoup sont encore régulièrement kidnappées, parfois mariées de force, sans aucune réaction ni action de la part des autorités, comme c'est le cas depuis plusieurs années contre les civils kurdes dans les zones occupées par la Turquie. Plusieurs militantes des droits des femmes et journalistes ont également été menacées ou enlevées par des milices liées au gouvernement.

Comprendre le processus impliquant trois parties

Même si, sur le papier, le dialogue n'est mené qu'entre le GTS et l'Administration autonome, il ne peut être compris sans tenir compte de l'ingérence impérialiste constante.

HTC a été formé, armé et préparé à la prise du pouvoir par des puissances extérieures, notamment la Turquie et les États-Unis. Sans ses partenaires étrangers, sa capacité d'action est très limitée. Ce n'est pas non plus une coïncidence si les attaques contre Cheikh Maqsoud et Ashrafieh ont commencé le lendemain d'une réunion entre les États-Unis, la Syrie et Israël. HTC a été installé depuis l'étranger, son image a été blanchie depuis l'étranger, et il est docilement engagé envers le bloc occidental.

Même si le GTS lui-même voulait une paix juste avec l'Administration autonome – ce qui n'est pas le cas –, il ne pourrait pas en décider sans obtenir le feu vert. Il serait erroné de surestimer l'indépendance du GTS dans ce domaine.

Cette réalité est clairement reconnue et exprimée par l'Administration autonome. Ainsi, Sozdar Hacî, membre de l'équipe de négociation, parle du GTS comme d'une « expression des intérêts des puissances extérieures ». Le politicien du PYD Aldar Xelil déclare : « Jolani n'est pas arrivé à ce stade grâce à la résistance ou à la légitimité démocratique, mais grâce à des accords internationaux. »

En revanche, l'Administration autonome se présente comme une force explicitement syrienne qui poursuit les intérêts de tous les Syriens, et non ceux du bloc occidental. « Le destin de la Syrie doit être entre les mains des Syriens », résume Sema Begdaş, porte-parole du PYD, pour expliquer cette position.

L'une des raisons de ce choix repose sur l'alignement du GTS sur les intérêts capitalistes des impérialistes.

La DAANES a toujours été considérée comme un obstacle par ceux qui souhaitent aligner la Syrie sur le bloc occidental, s'emparer de ses ressources et de ses marchés, ainsi que la transformer en point de transit pour les routes commerciales. Bien qu'un système économique ne soit pas socialiste dans le Nord Est de la Syrie, l'Administration n'a jusqu'à présent pas autorisé les investissements étrangers, a encouragé la création de syndicats de travailleurs et d'agriculteurs et a socialisé certains segments du secteur de la production.

En revanche, la politique intérieure d'Ahmed al-Sharaa a durement touché la population : forte augmentation du prix du pain et des transports, accélération de la privatisation de secteurs vitaux tels que le port de Lattaquié, tandis que les syndicats et les associations ont été placés sous le contrôle direct du gouvernement. Toutes ces mesures éloignent la Syrie des idéaux de justice et de dignité de la révolution de 2011 et plongent la grande majorité des Syriens dans une plus grande pauvreté, au profit d'une petite bourgeoisie locale et d'une bourgeoisie internationale et régionale, qui elle s'est déjà positionnée sur les marchés de la reconstruction ou qui prendra le contrôle de l'exploitation des puits de pétrole saisis aux DAANES.

Les contradictions sont irréconciliables

Lorsque l'on examine ces contradictions, il apparaît rapidement qu'elles sont antagonistes, c'est-à-dire irréconciliables. Aucun compromis ne peut être trouvé entre une démocratie pluraliste et populaire, libératrice pour les femmes, d'un côté, et un État centralisé et dictatorial, de l'autre.

De plus, le GTS insistant exclusivement sur l'intégration de l'Administration autonome dans l'État syrien sans faire le moindre pas vers la réalisation des autres points, tels que le droit au retour des personnes déplacées ou la démocratisation de la Syrie. Il prouve jour après jour qu'il n'est pas du tout intéressé par un compromis

Ce que le GTS / HTC et ses protecteurs exigent n'est rien de moins que la capitulation complète et inconditionnelle de l'Administration autonome et de ses forces militaires. L'Administration autonome, quant à elle, souligne régulièrement qu'elle refuse une telle capitulation.

L'une des deux parties sortira victorieuse de ce processus. L'équilibre instable de ces derniers mois n'est pas permanent et penchera tôt ou tard en faveur de l'une des forces. La seule raison pour laquelle le GTS / HTC a conclu cet accord est la puissance militaire des Forces démocratiques syriennes, une puissance qu'il ne pouvait tout simplement pas vaincre. Sans cette puissance, les Kurdes auraient été contraints à la soumission par la violence la plus brutale, tout comme les Alaouites et les Druzes.

L'accord du 10 mars a donné à l'Administration autonome le temps de s'organiser et de renforcer ses positions. Elle a notamment mis à profit cette période pour rallier à sa cause les autres minorités du pays.

On ignore combien de temps durera cette période de paix relative. Les violentes attaques contre Cheikh Maqsoud, Ashrafieh et le territoire de la DAANES, ainsi que contre Deir Hafeir et d'autres régions, indiquent qu'elle touche à sa fin.

Les tâches du mouvement de solidarité

La situation actuelle exige de notre part, en tant que mouvement de solidarité, la plus grande attention et une action rapide. Nous devons continuellement élargir et renforcer notre solidarité, non seulement avec la révolution, mais aussi avec les Druzes et les Alaouites, les autres minorités de Syrie, les travailleurs.ses et les femmes. Notre tâche consiste à présenter l'Administration autonome telle qu'elle est objectivement : un modèle de démocratie et de liberté pour toute la Syrie. Il ne s'agit pas seulement d'un système pour la libération des Kurdes, mais pour la libération de toute la Syrie. Concluons cet article par les mots d'Aldar Xelil : « **Un modèle comme le nôtre, fondé sur la participation et la diversité, ou un système autoritaire qui ne fait que revêtir un nouveau visage ?** » Comme il le répond clairement lui-même : Sa réponse est claire : « **Quiconque veut sauver la Syrie doit rompre avec le Baas, le HTC et l'EI. Il n'y a qu'un seul projet qui puisse y parvenir : le nôtre.** »





DU SOUTIEN À L'EFFACEMENT : LA RECONSTRUCTION MÉDIATIQUE APRÈS L'OFFENSIVE DU 6 JANVIER

La guerre psychologique n'est pas un simple outil stratégique neutre : c'est une arme de domination. Elle consiste à manipuler les perceptions, fabriquer des récits, amplifier certaines voix et en étouffer d'autres pour orienter l'opinion publique dans un sens favorable aux intérêts d'un pouvoir. La guerre médiatique est une arme centrale de la guerre psychologique, parce qu'elle façonne ce que les gens croient être la réalité. En choisissant les mots, les images et les récits, les médias peuvent légitimer un pouvoir, diaboliser une résistance ou rendre invisibles certaines souffrances. Ce n'est pas neutre : contrôler l'information, c'est orienter les consciences. Avant de gagner une guerre sur le terrain, on cherche d'abord à la gagner dans les esprits. La guerre psychologique menée par les médias, et en particulier par les réseaux sociaux, constitue un champ central des guerres d'occupation et de colonisation.

Depuis l'offensive des milices du HTC et de Daesh contre les quartiers kurdes d'Alep, le 6 janvier 2026, l'attention des grands médias occidentaux sur la situation syrienne et plus précisément sur la question kurde a connu un certain changement de ton et de focalisation.

Après la chute du régime de Bashar al-Assad en décembre 2024, les djihadistes de HTC ont pris le contrôle politique du pays avec l'aide des puissances réactionnaires comme la Turquie, l'Arabie Saoudite ou d'Israël mais surtout par l'approbation de l'impérialisme américain et occidental avec l'accord convenu les 4/5 janvier 2026 à Paris. Cette nouvelle donne a modifié les récits médiatiques autour des forces kurdes, longtemps valorisées comme alliées dans la lutte contre l'État islamique.

Du modèle démocratique à une vision “séparatiste”

Pendant des années, certains titres occidentaux ont décrit les FDS et les forces kurdes comme une lueur démocratique au cœur du Moyen-Orient — mettant en avant leur rôle essentiel dans la défaite de l'État islamique et leurs structures auto-administrées considérées comme relativement inclusives. Par exemple, des analyses politiques re étaient une valorisation des Kurdes et de leur modèle institutionnel alternatif par rapport aux régimes autoritaires de la région. En effet, la révolution au Rojava a permis l'inclusion des femmes dans la politique à toutes les échelles de la société mais aussi l'accès à une armée féminine capable de préserver ses acquis. Pour la première fois dans la région, différents peuples et minorités religieuses vivaient ensemble.

Cependant, après l'agression qui a commencé le 6 janvier 2026, des reportages occidentaux ont mis davantage l'accent sur “les difficultés internes, les négociations complexes avec Damas, ainsi que sur des failles tactiques ou politiques du mouvement kurde, parfois sans rappeler suffisamment le contexte de longue oppression historique”. Les médias occidentaux ont accusé les FDS d'être “séparatistes”, de ne “pas vouloir la paix et s'intégrer dans une nouvelle Syrie unitaire”. Mais, en aucun cas dans les récits médiatiques, la qualité intra-sec du régime du HTC, son historique, les massacres commis contre les Alévis, Druzes ou les Kurdes ne sont revenus dans les papiers occidentaux.

Évolution des récits dans la presse occidentale

Oui, transformer les corps sans vie en champ de bataille, en particulier en champ de guerre psychologique, fait partie intégrante de la guerre coloniale menée par les occupants contre les peuples opprimés. C'est pour cette raison que les milices djihadistes du HTC et de Daesh, avec le soutien de l'État turc, ont ciblé spécifiquement les femmes lors de leurs attaques de liquidation contre la révolution du Rojava. Elles ont enregistré et diffusé cette haine au vu et au su du monde entier sur les réseaux sociaux. Le 10 janvier à Alep, des milices djihadistes ont diffusé des images montrant le corps sans vie de Deniz Çiya, membre des Asayish, jeté d'un bâtiment. Mais peu sont les journalistes dans les grands médias qui ont fait couler de l'encre pour évoquer la barbarie qui a été commise.

La plupart des grands médias occidentaux ont adopté une ligne qui tend à présenter la reprise de l'État central syrien comme un processus de stabilisation, avec des titres mettant l'accent sur les accords de cessez-le-feu ou l'intégration des forces kurdes dans un cadre national unifié, mais peu se sont demandé comment les FDS pouvaient s'intégrer dans un État qui ne reconnaît pas dans la pratique l'existence même du peuple kurde et des autres minorités. Aucun n'est revenu sur la nature anti-démocratique de ce nouveau régime, installé grâce à un soutien. Au contraire, ce sont les communiqués et les mots du nouveau gouvernement de transition qui étaient repris dans les rédactions. Alors qu'hier, ils s'enregistraient en train de décapiter des prisonniers, aujourd'hui ce sont les micros du monde entier qui leur sont tendus. Ils sont invités aux Nations Unies, au Forum de Davos ou au Forum de Munich sur la Sécurité malgré qu'ils étaient recherchés dans le monde entier.

Dans plusieurs grands médias occidentaux, on observe concrètement une évolution du traitement éditorial : des journaux comme Le Monde, Le Figaro ou The Guardian ont progressivement mis en avant la nécessité d'une Syrie "unifiée" et "stable", parfois en présentant la consolidation du pouvoir autour de HTC comme un passage obligé vers la normalisation avec un État qui ne reconnaît pas les Kurdes, le droit des femmes à être présentes dans la société, etc. CNN, BBC ou AP News ont surtout insisté sur la réintégration territoriale par l'État central et sur les discours de réconciliation avec ceux qui étaient les plus grands criminels mondiaux.



Hier résistant, aujourd'hui "séparatiste"

Alors qu'hier, le projet démocratique au Rojava était présenté comme un cadre idéal et émancipateur de l'humanité, accueillant en son sein tous les peuples et minorités — qu'ils soient Kurdes, Arabes, Arméniens, Assyriens, Alévis, Chrétiens — et que leurs combattantes étaient promues avec des films, aujourd'hui, dans le récit médiatique, on laisse place à une nouvelle version qui dit que les Kurdes seraient en réalité des tyrans contre les autres peuples, qu'ils "auraient fait main basse sur les revenus pétroliers et n'auraient construit aucune infrastructure" dans les zones notamment arabes. Mais ces "journalistes" omettent de dire que l'immense majorité du pétrole exfiltré dans les territoires de l'administration autonome servait d'abord le besoin de l'administration et donc de la population, qu'une petite partie était revendue et permettait d'acquiescer les besoins qui ne sont pas produits dans la région. Ces "journalistes" n'évoquent à aucune reprise l'embargo imposé par l'État turc, sans même parler des attaques destructrices qu'il a causées sur des lieux de production, écoles ou hôpitaux.

Conclusion

Le récit médiatique occidental après le 6 janvier 2026 illustre parfaitement le rôle central de la guerre psychologique : en occultant la violence des djihadistes et en diabolisant les Kurdes, les médias participent activement à la normalisation de régimes oppressifs et à l'effacement des résistances démocratiques. La manipulation de l'information ne se limite pas à la simple couverture des événements : elle construit un récit qui légitime la domination, invisibilise les crimes et réécrit l'histoire au profit des occupants. Comprendre cette logique, c'est saisir que la bataille n'est pas seulement militaire mais aussi intellectuelle et morale - et que résister, c'est d'abord refuser de laisser les consciences se soumettre à la propagande.



QUE FAIT PEOPLE'S BRIDGE ?

« Que fait Peoples Bridge ? » a pour objectif de donner à nos lecteurs un aperçu du travail que nous menons actuellement, ainsi que des événements et initiatives auxquels nous participons.

10.01 Conférence sur la Rojava Paris

À la suite de la manifestation en hommage aux révolutionnaires kurdes Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Şaylemez, ainsi qu'à Mîr Perwer, Abdurahman Kızıl et Evin Goyi, assassinés à Paris, nous avons organisé notre premier événement en France.

En compagnie d'Arif Çelebi, rédacteur pour la revue « Marksist Teori », nous avons discuté de la situation et des perspectives pour la révolution du Rojava.

18.01 « Les attaques contre Alep – quelles conséquences ? » Formation à Cologne

Alors que les milices du gouvernement syrien menaient des attaques contre les quartiers kurdes d'Alep, nous avons organisé une conférence à Cologne afin d'informer la population sur la situation et de présenter les perspectives du mouvement de solidarité en Allemagne.

Nous avons examiné l'évolution historique de la Syrie, expliqué les raisons et les circonstances de la chute d'Assad, et montré les mesures réactionnaires du nouveau régime d'HTC.

Cela a permis de replacer les attaques contre Alep dans leur contexte politique et de les inscrire dans un cadre international plus large.

Le 26 janvier, nous avons organisé une conférence similaire « Défendez le Rojava » – également à Cologne – nous y avons abordé l'escalade de la situation et l'état de guerre ouvert qui régnait à l'époque.

19.01 Berlin Non a Al Sharaa - pas de tapis rouge pour les djihadistes

À l'approche de la visite annoncée à Berlin du président autoproclamé du GTS, Ahmed al-Sharaa, nous avons participé à la mobilisation contre cette visite prévue.

Lorsque qu'il a annulé sa visite en raison de la guerre, nous avons rejoint des milliers d'autres personnes pour participer à une manifestation de solidarité avec la révolution dans le nord et l'est de la Syrie.

23.01 “Nos taches dans la lutte pour défendre la révolution au Rojava ” Panel à Cologne

Avec Sezin Uçar, coprésidente adjointe du « Parti socialiste des opprimés » (ESP), actif en Turquie et au Kurdistan du Nord, nous avons organisé une table ronde : « Nos tâches dans la lutte pour défendre la révolution du Rojava ».

Les intervenants ont souligné que la révolution du Rojava n'est pas seulement l'affaire des Kurdes, mais concerne tous les peuples de la région et du monde entier. Elle doit donc être défendue et soutenue pas tous et toutes.

À ce stade, nous tenons à exprimer une nouvelle fois notre solidarité explicite avec l'ESP qui, avec d'autres organisations démocratiques et socialistes, a été la cible d'une vague massive de répression de la part de l'État turc au début du mois de février. Nous exigeons la libération immédiate de tous·tes les prisonniers !

23.01 Participation à la Caravane des peuples

Le 23 janvier, la Caravane des peuples est partie de différentes villes européennes en direction de Kobanê afin de briser le blocus et d'établir un corridor humanitaire vers la ville assiégée. Peoples Bridge a également pris part à la caravane.

Même si la caravane a été stoppée par l'État turc, nous considérons toujours cette action comme un exemple clair et positif de solidarité internationale concrète.

Par la suite, plusieurs participant·e·s ont rapporté avoir subi des violences sexuelles et physiques massives de la part des forces de sécurité turques pendant leur détention en Turquie. Nous condamnons fermement ces agressions ainsi que la banalisation des violences sexuelles dans les prisons turques et exigeons que les auteur·e·s soient puni·e·s !

14.02 Discours lors de l'inauguration du centre social Aenne Saefkow

Le centre social Aenne Saefkow a ouvert ses portes à Berlin-Lichtenberg. Lors de la cérémonie d'inauguration, nous avons donné une brève conférence sur l'histoire de la révolution du Rojava et les tâches du mouvement de solidarité dans la période actuelle.



Formation

Résistance des femmes dans le Kurdistan occupé



Leipzig 27 Fev
18h
Eisenbahnstr. 53
04315 Leipzig

Hamburg 28 Fev
15h
AstA Uni Hamburg
Room 0029
von-Melle-Park 5
20146 Hamburg

Berlin 1 Mars
16h
MaHalle
Waldemarstr. 110
10997 Berlin

Les Kurdes – un peuple sans État et qui résiste depuis des siècles. Depuis tout aussi longtemps, les femmes kurdes luttent contre le colonialisme et l'oppression patriarcale. Le mouvement des femmes kurdes est un modèle inspirant pour les luttes anti-patriarcales à travers le monde.

Les femmes se battent aujourd'hui et en même temps une révolution des femmes se déroule au Rojava, dont elles peuvent s'inspirer. Mais dans tout le Kurdistan, la résistance des femmes a toujours existé.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars), nous ferons mieux connaître la résistance des femmes dans tout le Kurdistan et leur consacrerons une série de formation



Nous contacter:
Site Web: peoples-bridge.org
Instagram/X: [@peoples_bridge](https://www.instagram.com/@peoples_bridge)
E-Mail: info@peoples-bridge.com